

Pour changer de modèle,
pour une agriculture relocalisée et paysanne

L'atout enseignement agricole public

Texte collectif



L'agriculture est aujourd'hui en crise. En France, en Europe et ailleurs, le productivisme s'est accompagné d'un effondrement de l'emploi agricole, de la baisse des revenus des producteurs et de graves préjudices environnementaux et sanitaires.

Dans les pays en développement, un milliard de personnes souffrent de la faim, dont l'essentiel sont des petits paysans qui n'arrivent pas à vivre de leurs revenus. Les politiques libérales tentent d'imposer partout une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires et de multinationales de l'agro-industrie.

En Europe, pour « rester compétitif », réforme après réforme, la PAC a favorisé l'élimination des exploitations familiales, tout en favorisant la concentration des outils de production au service d'une alimentation industrielle et de la malbouffe. En France, un vaste plan social qui n'en porte pas le nom guette les producteurs et plus globalement l'élevage français... Le diagnostic est connu, démantèlement des outils de régulation, libéralisation des marchés, dumping social, concentration de l'agriculture au profit des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution. Faute d'affronter le sujet de prix agricoles rémunérateurs, comme celui des travailleurs détachés en Europe, les mesures gouvernementales n'auront été qu'incantatoires!

C'est donc vers un autre chemin, celui du progrès humain, de l'appropriation sociale des biens communs, qu'il faut faire route et avec courage. Face aux défis est posée l'émergence

d'un nouveau mode de développement social et écologique. Notre combat est celui de la souveraineté alimentaire. Pour répondre au défi climatique, un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour les travailleurs, doit promouvoir la valorisation, la transformation et la vente au plus près des consommateurs. En France, repenser le territoire est devenu indispensable. À l'inverse

« C'est vers un autre chemin, celui du progrès humain, de l'appropriation sociale des biens communs, qu'il faut faire route et avec courage. »

des logiques capitalistes actuelles qui concentrent et marginalisent, la ruralité doit devenir attractive. Il est urgent de réinvestir les départements ruraux en faisant le pari de l'agriculture paysanne, de la pêche artisanale, de l'artisanat et du développement des savoir-faire. Le déploiement de services publics au service des territoires et populations en est la condition. Après les suppressions massives d'emplois survenues sous la présidence Sarkozy, il était impératif pour notre Comité permanent de défense et de développement de l'enseignement agricole

public, mis en place dans cette période d'assèchement méthodique, que la priorité soit clairement redonnée aux établissements publics agricoles.

Or force est de constater que les moyens demeurent encore insuffisants et que les pratiques de gestion de la pénurie se sont poursuivies sans prise en compte des besoins réels, avec le maintien des plafonnements d'effectifs, des ouvertures de classes très réduites, des options facultatives non financées... et le tout au détriment de la dimension pédagogique à l'image du refus de la direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) d'expérimenter un parcours en quatre ans pour les élèves de la voie professionnelle en ayant le plus besoin.

Sortir de cette impasse est une nécessité plus grande encore à l'heure où la crise agricole n'a jamais été aussi vive et la promotion de nouveaux modèles de production respectueux de l'environnement aussi urgente. L'enseignement agricole public (EAP), fort de ses exploitations agricoles et de ses trois voies de formation, est seul à même de porter des politiques publiques audacieuses en faveur d'une formation professionnelle et technologique au service d'une agriculture relocalisée et paysanne. Cela nécessite que les freins au développement de l'enseignement agricole public, notamment en termes de moyens, soient levés dans le cadre du budget 2017, tant en regard de la demande des familles que des enjeux de société. L'EAP doit donc avoir les moyens de ses missions, dont la première d'entre elles reste de garantir l'égal accès à la formation de tous et toutes pour la réussite de tous et toutes.

Nous avons la conviction que nous ne pourrions porter collectivement un autre modèle d'agriculture, respectueux de l'environnement, au service des territoires et des citoyennes et citoyens, qu'en donnant un nouveau souffle, un nouvel élan à l'enseignement agricole public. Il est plus que temps de porter et d'assumer politiquement cette priorité. ●

LES PREMIERS SIGNATAIRES

Gérard Aschieri, représentant de la FSU au CESE, José Bové, député européen Verts/ALE, Céline Brulin, conseillère régionale PCF de Normandie, conseillère municipale de Bolbec, Pierre Chéret, conseiller régional PS Nouvelle Aquitaine et conseiller municipal de Pau, Xavier Compain, responsable national PCF agriculture, pêche, forêt, Éric Coquerel, coordinateur du Parti de gauche, Jérôme Dammerey, cosecraire général Snuep-FSU, Martine Faure, députée PS de Gironde, Muriel Filippi, secrétaire générale du Syac-CGT, Charles Fournier, vice-président EELV du conseil régional Centre-Val de Loire, Marie-Jeanne Gobert, conseillère régionale PCF Normandie, conseillère municipale de Caen, Brigitte Gonthier-Maurin, sénatrice PCF des Hauts-de-Seine, Bernadette Groison, secrétaire

générale FSU, Jocelyne Hacquemand, secrétaire fédérale Fnaf-CGT, Gilles Houdouoin, conseiller régional de Normandie Front de gauche, Sébastien Jumel, maire PCF de Dieppe, conseiller régional de Normandie, Pierre Laurent, secrétaire national PCF et sénateur, Jean-Marie Le Boiteux, secrétaire général du Snetap-FSU, Noël Mamère, député EELV de Gironde, maire de Bègles, Jean-Luc Mélenchon, député européen PG, Jean Mouzat, président du Modéf, Liliana Moyano, présidente de la FCPE, Roger Perret, Fnaf-CGT, Laurent Pinatel, porte-parole national de la Confédération paysanne, Michelle Rivet, vice-présidente EELV du conseil régional Centre-Val de Loire, Ève Saynard, coresponsable agriculture du PG, Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac.